

# Les trois canaux de l'évitement fiscal des entreprises : le cas de la France

CNIS - Commission système financier et financement de l'économie

Kevin Parra Ramirez (Sciences-Po), Vincent Vicard (CEPII)

Travaux en cours  
1er Juin 2023

# Mise en perspective

- Rôle conséquent des centres offshores dans l'internationalisation du commerce et des financements : 50/25/10/5
- Excroissance due à des questions d'évitement fiscal désormais bien documenté (Torslov, Wier and Zucman 2022)
- Pose des problèmes de mesure : déformation de la balance des paiements, de la position extérieure, des comptes nationaux... et plus globalement de nombreuses sources de données (CbCR, AMNE, Orbis, ...)
- Dans l'idéal, telle la désaisonnalisation, il faudrait dé-offshoriser nos productions statistiques
- Comment parvenir à identifier et isoler le profit-shifting?

# Les trois canaux du profit-shifting

- 1 Manipulation des prix de transfert via le commerce de biens en intragroupe
- 2 Localisation des actifs incorporels dans les centres offshores et importation de services en intragroupe
- 3 Debt shifting : endettement vis-à-vis des filiales situées dans les centres offshores

Un des objets de notre recherche : estimer l'importance de chacun des trois canaux

Données au niveau entreprise collectées pour la balance des paiements :

- IDE : enquête sur les investissements directs à l'étranger (Banque de France)
- Données sur le commerce de biens (douanes - DGDDI)
- Données sur le commerce de services (Banque de France) : RTE : importations/exportations des grandes entreprises non-financières ; ECEIS : PME non-financières ; CRT : banques et entreprises financières (à ajouter).
- Données sur les dettes transfrontalières (Banque de France) : EFI - encours des prêts et emprunts des entreprises du secteur non-bancaire ; LBS - encours des prêts et emprunts des banques
- Liaisons capitalistiques des entreprises : LiFi (INSEE), Orbis
- Période étudiée : 2013-2018

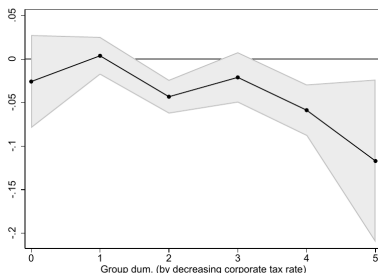
- 1 Manipulation des prix de transfert dans le commerce de biens
- 2 Localisation des actifs incorporels et commerce de services
- 3 Debt shifting

# Manipulation des prix de transfert

- Données douanières : données au niveau entreprise par destination et par produit (nomenclature CN8  $\approx$  10 000 produits)
- Focalisation sur les valeurs unitaires
- Rapprochement des données de commerce avec les données des liaisons capitalistiques pour identifier le commerce intragroupe (Vicard, 2015 ; Cristea and Nguyen, 2015 ; Liu et al., 2020)
- Stratégie d'identification : comparer l'écart de prix entre les exportations en intragroupe et les exportations hors-groupe sur un marché destination\*produit

# Manipulation des prix de transfert

Figure 2: Transfer mispricing on trade in goods by quintile



Note: by quintile of statutory tax rate differential (1 = lowest, i.e. larger statutory tax rates). Group 0 stands for negative tax differentials (i.e. countries with larger tax rate than France).

Les exportation en intragroupe vis-à-vis des pays à la fiscalité la plus basse ont en moyenne un prix 10% plus faible que ce que l'on observe pour les transactions hors-groupe

# Manipulation des prix de transfert

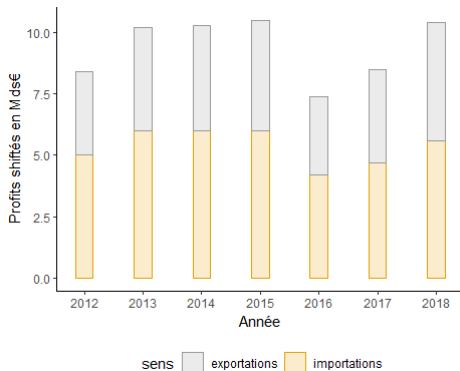


Figure – Evolution des profits shiftés via la manipulation des prix de transfert



- 1 Manipulation des prix de transfert dans le commerce de biens
- 2 Localisation des actifs incorporels et commerce de services
- 3 Debt shifting

# Localisation des actifs incorporels et commerce de services

- Contrairement aux biens, il est impossible de comparer les prix des services entre eux. En effet, les services sont, par nature, difficiles à valoriser précisément
- Absence de coûts de transport : les filiales dans les centres offshore facturent l'usage d'actifs incorporels, ce qui génère des flux sans substance réelle
- Stratégie d'identification (Hebous and Johannesen 2021) : propension excessive à importer depuis les centres offshores un ou des services spécifiques

# Localisation des actifs incorporels et commerce de services

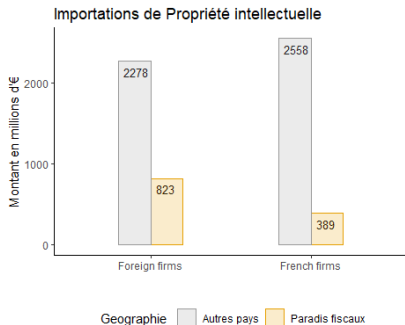


Figure – Quelle part depuis les PF ?

# Localisation des actifs incorporels et commerce de services

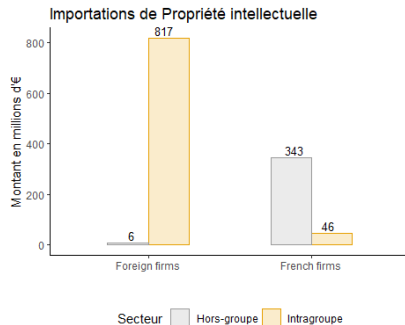
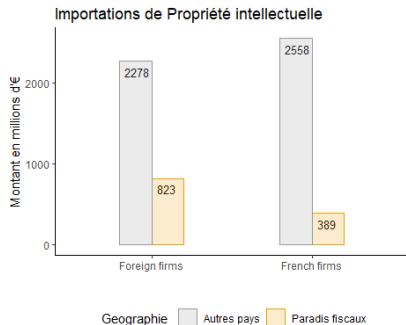


Figure – Quelle part depuis les PF ?

Figure – Différences dans les contreparties

# Localisation des actifs incorporels et commerce de services

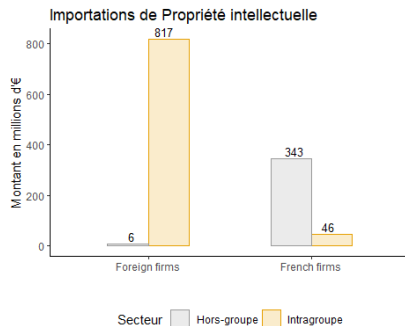
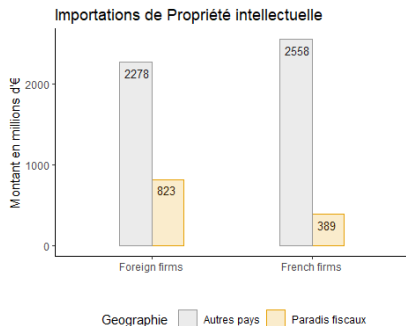


Figure – Quelle part depuis les PF ?

Figure – Différences dans les contreparties

Néanmoins, les importations intragroupes en provenance des centres offshore représentent une part limitée du commerce total

# Localisation des actifs incorporels et commerce de services

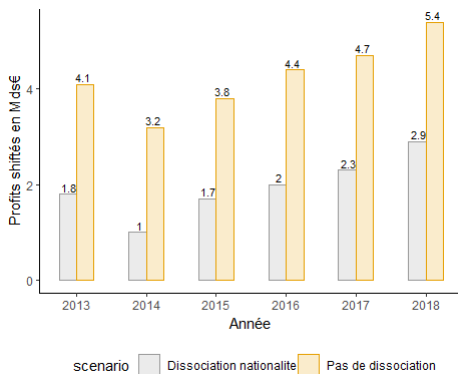
Services "à risque" :

- pour les entreprises étrangères : rémunération de la propriété intellectuelle, services de télécommunication et information, transport aérien, transport routier
- pour les entreprises françaises : "autres services"

# Localisation des actifs incorporels et commerce de services

Services "à risque" :

- pour les entreprises étrangères : rémunération de la propriété intellectuelle, services de télécommunication et information, transport aérien, transport routier
- pour les entreprises françaises : "autres services"



Des profits shiftés dans des proportions modestes, spécificité européenne?

- 1 Manipulation des prix de transfert dans le commerce de biens
- 2 Localisation des actifs incorporels et commerce de services
- 3 Debt shifting



# Debt shifting (en cours)

- Méthodologie : étudier le ratio d'endettement net excessif des filiales situées dans les paradis fiscaux (Reiter, 2021)
- Focus sur les stocks d'actifs et de dettes intragroupes : collecte Devi-Situ (Banque de France) transformée pour les besoins des Locational Banking Statistics, base de données centralisée par la Banque des Règlements Internationaux
- On étudie séparément les entreprises non-financières et les banques

# Debt shifting : quantification

Caveat : dépôts/prêts uniquement, vis-à-vis de contreparties bancaires (manquent : prêts intragroupes à des contreparties non bancaires, titres de créance, entreprises d'investissement et fonds communs de placement).

Secteur	Dette supplémentaire v $\grave{a}$ v PF	Profits shiftés
SNF	+50%	0,2 Mds€
Banques	+85%	1,4 Mds€

# Conclusion

- Quantification (pour la France, en 2018) :
  - ▶ Les prix de transfert sont à l'origine d'un quart du profit-shifting
  - ▶ La localisation des biens incorporels et les importations de services en provenance des paradis fiscaux ont un effet modeste
  - ▶ Debt shifting : limité (mais périmètre restreint)
- Ne correspond que partiellement aux estimations de profit-shifting en France en 2018 obtenues via l'estimation indirecte fondée sur des données microéconomiques (41 milliards d'€ en 2018)
- Dimensions à ajouter :
  - ▶ Services BtoC à partir des paradis fiscaux : exploitation de données de cartes de crédit
  - ▶ Services bancaires et d'assurance transfrontaliers
  - ▶ Debt shifting : périmètre restreint (titres de dettes, dérivés, contreparties non-bancaires, ...)
  - ▶ autres ?

Merci pour votre attention